

Pothier, Édith

Objet: Demande d'information/documentation CRPQ

De : Pothier, Édith [mailto:EPothier@enpq.qc.ca]

Envoyé : 31 janvier 2018 15:40

À :

Objet : RE: Demande d'information/documentation CRPQ

École nationale
de police

Québec 

Bonjour,

En réponse à votre demande d'information visant à obtenir des précisions sur le contenu du Centre de renseignements policiers du Québec et son fonctionnement.

Après lecture de votre demande, nous tenons à vous préciser que l'École ne détient pas ces informations, conformément à l'article 48 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1), reproduit en annexe, nous vous transmettons le nom de l'organisme compétent et celui du responsable de l'accès aux documents de cet organisme, afin d'acheminer votre demande d'accès à l'adresse suivante :

SÛRETÉ DU QUÉBEC

Sylvianne Cassivi

1701, rue Parthenais, UO 1110,

Montréal (Québec) H2K 3S7

Tél. : 514 596-7716

accesdocuments@surete.qc.ca

Merci et bonne fin de journée!

Édith Pothier

Technicienne en droit

Direction des affaires institutionnelles
et des communications

École nationale de police du Québec

350, rue Marguerite-D'Youville

Nicolet (Québec) J3T 1X4

Téléphone : 819 293-8631, poste 6414

Télécopieur : 819 293-2143

epothier@enpq.qc.ca

Visitez notre site Web au : www.enpq.qc.ca

Devez-vous
vraiment imprimer ce courriel?



AVIS DE RECOURS (art. 46, 48, 51, 97 et 101)

Révision

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (article 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

Édifice Lomer-Gouin
575, rue St-Amable, bureau 1-10
Québec (Québec) G1R 2G4
Tél. : (418) 528-7741
Télec. : (418) 529-3102

Montréal

480, boulevard St-Laurent, bureau 501, 5^e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y7
Tél. : (514) 873-4196
Télec. : (514) 844-6170

Téléphone sans frais pour les deux bureaux : 1-888-528-7741

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (article 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (article 135).

Appel devant la cour du québec

a) Pouvoir

L'article 147 de la Loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision de la Commission d'accès à l'information en appel devant un juge de la Cour du Québec sur toute question de droit ou de compétence. L'appel ne peut être interjeté qu'avec la permission d'un juge de la Cour du Québec. Le juge accorde la permission s'il est d'avis qu'il s'agit d'une question qui devrait être examinée en appel.

b) Délais et frais

L'article 149 de la Loi prévoit que la requête pour permission d'appeler doit être déposée au greffe de la Cour du Québec, à Montréal ou à Québec, dans les 30 jours qui suivent la date de réception de la décision de la Commission, après avis aux parties et à la Commission. Les frais de cette demande sont à la discrétion du juge.

La décision autorisant l'appel doit mentionner les seules questions de droit ou de compétence qui seront examinées en appel.

c) Procédure

L'appel est formé, selon l'article 150 de la Loi, par dépôt auprès de la Commission d'accès à l'information d'un avis à cet effet signifié aux parties, dans les 10 jours qui suivent la date de la décision qui l'autorise. Le dépôt de cet avis tient lieu de signification à la Commission d'accès à l'information.